

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1944.

**Projet de loi accordant la personnification civile aux Universités
de Bruxelles et de Louvain.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Des fêtes jubilaires, célébrées presque simultanément, ont permis récemment aux deux Universités de Bruxelles et de Louvain de rappeler avec éclat les services qu'elles ont rendus, l'une et l'autre, à l'enseignement supérieur depuis soixante-quinze ans.

Elles ont, en même temps, attiré une fois de plus l'attention sur la situation singulière de ces deux grandes institutions scientifiques, dont l'existence est reconnue par la loi, qui sont placées pour la délivrance des diplômes sur le même rang que les Universités de l'État, et qui sont néanmoins dépourvues d'un statut juridique propre.

Contemporaines par leurs origines des premières années de notre existence nationale, l'Université libre de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain n'ont pas tardé à prendre une place importante dans l'organisation de notre haut enseignement. Bientôt elles se sont partagé, presque également avec les Universités de l'État, la formation des jeunes gens qui se destinent aux carrières libérales et, par le nombre de leurs professeurs et de leurs étudiants, la création de nouveaux cours, l'adjonction d'écoles spéciales, elles n'ont cessé de grandir.

Depuis trois quarts de siècle, de persévérants efforts leur ont permis d'affirmer leur valeur, de se créer des traditions, de conquérir et de garder la confiance des familles.

Toutes deux, enfin, ont largement contribué à établir la renommée au dehors de notre enseignement supérieur et peuvent citer avec fierté, au

nombre de leurs maîtres, bon nombre des illustrations scientifiques qui ont jeté de l'éclat sur notre pays. Ces deux Universités, indépendantes de toute attache officielle, se placent parmi les institutions caractéristiques de la Belgique contemporaine, et contribuent à lui donner sa physionomie particulière.

Elles sont des produits spontanés et originaux de notre sol, et leur disparition ferait un vide vivement ressenti par une notable partie du public lettré.

N'est-il pas étrange que ces Universités, dont sortent une moitié environ de nos ingénieurs, de nos médecins, de nos hommes de loi, n'aient pas d'existence juridique nettement définie et ne possèdent pas la personnalité civile ? Elles ne peuvent ester en justice, ni recevoir de libéralités ; elles ne possèdent que grâce à l'intervention de personnes physiques ou de corps politiques leurs locaux, leurs collections, tous les instruments de leur activité, des biens d'une valeur considérable.

Les inconvénients qui résultent de cet état d'imprécision de leur situation juridique tendront à s'aggraver avec le temps. Ils se développeront avec l'extension même des établissements universitaires, extension impérieusement exigée par le progrès des méthodes, la diffusion des études pratiques, la spécialisation croissante des branches de l'enseignement, la multiplication des cours et des travaux de laboratoire qui en sont la conséquence.

Pour garder vis-à-vis des institutions similaires de l'étranger le rang qu'elles ont conquis, nos Universités ont besoin de locaux toujours plus spacieux, de laboratoires toujours mieux outillés, de bibliothèques toujours plus nombreuses et plus spécialisées, de collections scientifiques toujours plus étendues et plus coûteuses.

En outre, de nos jours plus qu'autrefois, la tâche des universités ne se limite pas étroitement à leur mission d'enseignement. Cette tâche est plus vaste et plus haute. Il ne s'agit pas seulement d'inculquer les connaissances qui rendront un jeune homme capable de remplir une carrière, de devenir un membre utile de la société, mais de travailler au progrès de la science elle-même, d'accroître dans toutes les directions l'étendue du savoir humain. De plus en plus, l'enseignement supérieur ne se conçoit pas séparé de la haute culture scientifique, qui lui donne son élément vivifiant et progressif.

La possession de la personnalité civile présente pour les universités de réels avantages, notamment pour leur faciliter l'accomplissement de cette partie de leur mission. Elle permettra, dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui, de leur attribuer des libéralités destinées à faire progresser les études dans telle branche déterminée de la science. Les donateurs qui s'intéressent à une science particulière, et qui désirent encourager les recherches et les travaux qui la concernent, auront une garantie qu'ils ne possèdent pas aujourd'hui, que leurs libéralités ne cesseront d'être affectées au but qu'ils lui avaient assigné. Ainsi les libéralités faites aux établissements d'enseignement supérieur, qui sont un des facteurs du progrès scientifique, recevront dans notre pays un nouvel encouragement.

En 1844, MM. du Bus et Brabant avaient saisi la Chambre d'une proposition de loi tendant à déclarer l'Université de Louvain personne civile (*Doc. parl.*, 1840-1844, n° 400). Des circonstances historiques particulières entraînèrent le retrait de cette proposition, qui ne concernait, d'ailleurs, qu'une des universités libres et qui était peut-être prématurée. La tentative ne fut point renouvelée depuis.

Le Gouvernement estime que le moment est venu de mettre fin à cette situation, en dotant nos deux grandes institutions libres d'enseignement supérieur du statut juridique qui leur manque.

*
* * *

Mais en proposant de leur octroyer cet avantage, le Gouvernement n'entend porter aucune atteinte directe ou indirecte à la liberté dont les Universités jouissent actuellement.

Il a la conviction profonde qu'elles entendent, avant tout, conserver l'indépendance complète qu'elles ont toujours possédée et dans laquelle elles voient, à juste titre, la raison de leur vitalité, le trait distinctif de leur physionomie et le gage de leur popularité. Elles ne consentiraient point à renoncer entre les mains du pouvoir à cette prérogative qui leur est précieuse, et il est vraisemblable qu'elles refuseraient un bienfait, s'il devait devenir pour elles une entrave. Aussi bien, l'intérêt du pays et de l'enseignement ne contredit en rien ces aspirations : on peut même dire qu'il se confond avec elles. Si l'État ne cesse de prendre les mesures nécessaires pour maintenir les Universités qui dépendent de lui à la hauteur de tous les progrès, il se rend compte que l'existence des Universités libres donne à notre haut enseignement une variété, une souplesse, une facilité d'adaptation particulières. Ce sont ces avantages qu'il poursuivait, dès 1876, en leur accordant le droit de conférer les grades académiques. Ce sont les mêmes avantages qu'il poursuit aujourd'hui. Mais la condition essentielle pour que ces bienfaits se réalisent, c'est que l'autonomie la plus large leur soit conservée et qu'il soit absolument impossible de les confondre, à un degré quelconque, avec les établissements publics. Les Universités libres n'existeraient plus, comme telles, et ne seraient plus qu'un mot, le jour où l'on pourrait les soupçonner de subir, au moindre degré, l'ingérence de l'État.

Aussi rien ne sera changé dans leurs rapports avec les pouvoirs : ils resteront ce qu'ils étaient par le passé. Il ne s'agit pas davantage de toucher à leur situation, en ce qui concerne l'organisation des études, la délivrance des diplômes et leur valeur légale. Cette matière demeure régie par la loi de 1894.

Mais en ce qui concerne la propriété et l'usage des biens dont les Universités ont besoin pour remplir leur mission, l'état de fait actuel recevra une consécration légale.

Le seul changement qu'on apporte à l'existence des Universités relève donc simplement du droit privé et, sauf l'acte législatif qui leur accorde la person-

nification, le projet de loi ne concerne que des intérêts civils. Telle est sa signification exacte, et c'est de ce principe que dérive la plupart de ses dispositions.

L'article premier déclare que l'Université libre de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain jouissent de la personnification civile.

En se servant de cette expression, consacrée par la tradition, le projet n'entend point prendre parti dans les controverses, déjà anciennes, qui s'agitent aujourd'hui avec une ardeur renouvelée, sur la nature de la personnalité juridique. Il se contente de revêtir les faits existants de la formule de droit que suggère naturellement l'ensemble de notre législation.

Il se trouve en présence d'une catégorie particulière d'associations, constituées, sans aucune idée de lucre, dans le but de répandre le haut enseignement, à savoir les Universités libres. Ces associations subsistent actuellement sous l'égide des droits des individus qui se réunissent pour les fonder. Elles n'ont pas de personnalité, pas de patrimoine distincts du leur. C'est à l'aide de relations juridiques, librement établies entre ces patrimoines étrangers, qu'elles arrivent à vivre, d'une vie toujours dépendante et précaire. La loi nouvelle se borne à remédier à ces inconvénients. Désormais ces associations auront le droit de se présenter dans le monde juridique comme des personnes autonomes, avec un patrimoine, un actif et un passif propres, séparés de tout autre. Elles jouiront de toutes les facultés dont jouissent les personnes physiques, sauf celles qui dérivent de la nature même d'une personne physique et sauf la restriction contenue dans l'article 3. Pour tout résumer, une fois le projet voté, il n'y aura dans la société belge que deux citoyens de plus.

Le projet détermine quels sont les établissements qui bénéficieront de la loi : c'est l'Université libre de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain. Le sens du mot université est fixé par l'article 32 de la loi du 3 juillet 1894. Mais les deux établissements existants comprennent, en dehors des quatre facultés exigées par cette loi, une foule d'autres institutions, qui en font partie et qui sont affectées à l'enseignement supérieur. Nous ne citerons, comme exemple, que les Instituts Solvay à Bruxelles, la faculté de théologie, l'Institut supérieur de philosophie à Louvain, les Ecoles de science politique et sociale dans les deux Universités, sans compter une foule d'autres organismes du même genre. Le projet considère que tous les établissements de cette nature s'identifient en quelque sorte avec l'Université, pourvu qu'ils aient pour objet l'enseignement supérieur et qu'ils soient situés dans l'arrondissement où l'Université est établie. La personnification civile est accordée à l'Université comme telle, non point à chacune des facultés et à chacun des établissements qui s'y rattachent ; d'autre part, l'Université comprend non pas seulement les quatre facultés dont parle la loi de 1894, mais tous les établissements définis par l'article 1^{er}, § 2, du projet.

Le désir de sauvegarder entièrement la liberté des Universités a dicté les dispositions de l'article 2. La loi n'entend pas régler l'organisation qu'elles se sont donnée et qui a fait ses preuves depuis soixante-quinze ans.

Chacune d'entre elles a choisi le mode de fonctionnement qui convient à son esprit, à ses méthodes, à ses traditions, et leur expérience, mieux que toute prescription légale, les a guidées sur ce terrain. Aussi la loi se garde-t-elle de leur imposer par voie d'autorité une forme quelconque de statut, à laquelle elles devraient se plier ou d'après laquelle elles devraient se modeler. Elle se refuse à s'immiscer en quoi que ce soit dans leur gestion, ou à la contrôler. Dans le haut enseignement, tout contrôle est une sujétion, et au surplus, le contrôle le plus efficace s'exerce par les Universités elles-mêmes, sous les yeux de l'opinion. Toutefois l'intérêt des tiers exige que le règlement organique des Universités soit rendu public et que les personnes qui ont à la représenter au dehors soient connues de tous. C'est dans ce but que certaines insertions aux annexes du *Moniteur* sont imposées par l'article 2.

L'article 3 s'occupe des libéralités dont les Universités seront gratifiées. Il contient la seule restriction, dérivant du droit public, qui affecte leur pleine capacité. Aussi bien, cette restriction ne doit pas être justifiée d'une manière spéciale, puisqu'elle ne fait que rappeler une règle presque traditionnelle de notre législation. Elle n'a point pour objet d'assimiler les Universités à des établissements publics, elle n'a d'autre but que de soumettre une personne civile, ne relevant par ailleurs que du droit privé, à une prescription dont l'usage a prouvé l'utilité. Les donations et legs pourront revêtir les formes les plus diverses : ils pourront aussi être affectés de toutes les modalités non prohibées par le Code. Et, notamment, ils pourront imposer à l'Université la charge d'avantager certaines facultés ou certains instituts, de favoriser telle branche de l'enseignement, de créer telle chaire, d'organiser des cours spéciaux, etc... Il n'est pas douteux que des dispositions de cette espèce ne se multiplient avec le temps, et l'exemple d'autres pays montre quel élan elles donnent à la culture supérieure de l'esprit.

La formule finale de la loi s'inspire du principe de liberté qui a dicté toutes ses dispositions.

L'on ne peut concevoir que de trois manières la dissolution des Universités constituées en personnes civiles : ou bien elles mettront fin elles-mêmes à l'association, ou bien elles cesseront de posséder le nombre de facultés exigées par la loi pour constituer une université, ou bien enfin elles perdront le bénéfice de la personnalité juridique. Dans les deux premières hypothèses, c'est par un acte de leur volonté propre qu'elles se dissoudront. Dans la dernière, il faudra qu'une loi intervienne pour détruire ce qu'une loi a fait : une décision du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire serait inopérante à cet égard. Au surplus, privées par la loi du bénéfice dont elles jouissaient, elles se retrouveront comme simples associations dans la situation même où elles se trouvent aujourd'hui.

Dans les trois cas que nous venons d'envisager, il y aura nécessairement lieu à liquidation du patrimoine de l'être moral. Mais, dans tous les cas aussi, les universités subsisteront pour leur liquidation. Elles y procéderont elles-mêmes, sans aucune autre intervention, ainsi que les sociétés commerciales reconnues par notre législation, et leur liquidation demeurera, comme

tous les autres actes de leur existence juridique, un acte de pur droit privé. C'est leur Conseil d'administration qui en dirigera les opérations, qui apurera le passif, qui décidera de l'affectation des biens, en se conformant aux dispositions des statuts. L'octroi de la personnification civile est un bienfait dont l'État veut que les Universités profitent; le retrait de cette faveur ne peut d'aucune manière devenir une spoliation déguisée. Il va sans dire que les contestations auxquelles la liquidation peut donner lieu seront, d'après le droit commun, déferées aux tribunaux civils.

La disposition transitoire, enfin, assure le transfert des immeubles actuellement affectés aux services des Universités, dans des conditions qui ne soient pas une charge trop onéreuse pour la personne morale nouvellement créée.

*
* *

En présentant ce projet, le Gouvernement croit répondre aux vœux du pays et donner une satisfaction égale aux principales nuances de l'opinion publique. Il ne doute point qu'il n'encourage ainsi d'une manière efficace l'enseignement supérieur et la haute culture intellectuelle.

L'amour de la science désintéressée, la soif de la connaissance sans autre but qu'elle même ont été, à toutes les époques, le couronnement souverain de la vie sociale et la fleur immatérielle du progrès économique. Le souvenir presque tangible et le bienfait permanent, que les civilisations disparues laissent après leur chute, consistent surtout dans le patrimoine inaltérable de vérité qu'elles transmettent à toutes les générations, et qui s'accroît des efforts de chacune d'elles. Or, en aucun endroit, la recherche de la vérité n'est plus féconde que là où elle se poursuit en commun, rendue plus ardente et plus fructueuse par l'association des labeurs et des bonnes volontés. C'est ainsi que les Universités deviennent les foyers naturels qui conservent les lumières et qui en engendrent de nouvelles. Mais leur action bienfaisante ne s'arrête point là : elle se manifeste dans d'autres sphères encore et réagit sur le moral de l'homme.

« Une réunion de savants, dit un universitaire illustre ⁽¹⁾, remplis de zèle pour la science qu'ils cultivent et rivaux entre eux sont amenés, par leurs relations familières et pour sauvegarder la paix intellectuelle, à ajuster entre elles les prétentions et les relations des objets de leurs recherches. Ils apprennent à se respecter, à se consulter, à s'aider les uns les autres. Ainsi se crée une atmosphère spirituelle, pure et claire, que l'étudiant respire aussi, bien qu'en ce qui le concerne il ne s'applique qu'à un nombre restreint de sciences, parmi la multitude de celles qui existent. Il profite d'une tradition intellectuelle, qui ne dépend point d'un maître en particulier, qui le guide dans le choix des études, et qui lui livre l'interprétation exacte de

(1) H. NEWMAN, *The Idea of a University*. Longmans, 1898, p. 101.

celles qu'il choisit. Il saisit les grandes lignes du savoir tout entier, les principes sur lesquels il repose, la proportion de ses parties, ses points lumineux et ses ombres, ses grands et ses petits côtés, comme il ne pourrait le faire autrement. Voilà pourquoi ce genre d'éducation s'appelle une éducation libérale. Elle forme des habitudes d'esprit qui durent pendant toute la vie et dont les attributs sont la liberté, l'équité, le calme, la modération et la sagesse. »

C'est là, certes, un haut idéal. Le Gouvernement espère que le projet de loi contribuera à en rapprocher les Belges; il est certain que les Chambres auront à cœur de le seconder dans cette tâche.

Le Ministre de la Justice,

LÉON DE LANTSHEERE.

(8)

**Projet de loi accordant la person-
nification civile aux Universités de
Bruxelles et de Louvain.**

**Ontwerp van wet tot toekenning der
rechtspersoonlijkheid aan de Hooge-
scholen te Brussel en Leuven.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'Université libre de Bruxelles et
l'Université catholique de Louvain jouis-
sent de la personnification civile.

Font partie de ces Universités les éta-
blissements d'enseignement supérieur
qui s'y rattachent et qui sont situés dans
l'arrondissement où l'Université est
établie.

ART. 2.

Les Universités de Bruxelles et de
Louvain sont représentées vis-à-vis des
tiers par un Conseil d'administration.
Le règlement organique de l'Université
est publié aux annexes du *Moniteur
belge*. Il en est de même des noms,
prénoms, professions et domiciles des
membres du Conseil d'administration.
Cette dernière publication est renou-
velée annuellement dans la première
quinzaine du mois de janvier.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast
met, in Onzen naam, aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Vrije Hoogeschool te Brussel en
de Katholieke Hoogeschool te Leuven
genieten rechtspersoonlijkheid.

Van deze Hoogescholen maken deel
uit de gestichten van hooger onderwijs
die er aan verbonden zijn en die zich in
het arrondissement bevinden waar de
Hoogeschool gevestigd is.

ART. 2.

De Hoogescholen te Brussel en Leu-
ven zijn tegenover derden door een
Raad van beheer vertegenwoordigd. Het
oprichtingsreglement der Hoogeschool
wordt in de bijlagen van het *Belgisch
Staatsblad* bekend gemaakt. Dit geldt
ook voor den naam, de voornamen, het
beroep en de woonplaats der leden van
den Raad van beheer. Laatste bedoelde
bekendmaking wordt telken jare in de
eerste helft der maand Januari her-
nieuwd.

ART. 3.

Les Universités de Bruxelles et de Louvain ne peuvent posséder en propriétés ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les donations entre vifs ou par testament, à leur profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

ART. 4.

Les Universités de Bruxelles et de Louvain sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

Après paiement des dettes, le Conseil d'administration règle l'affectation de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions du règlement organique.

Disposition transitoire.

ART. 5.

Le transfert aux Universités de Bruxelles et de Louvain, dans le délai de cinq années à compter de la publication de la présente loi, des immeubles affectés actuellement à leurs services est exonéré du droit proportionnel d'enregistrement et de transcription. Les honoraires proportionnels dus aux notaires du chef des actes relatifs à ces

ART. 3.

De Hoogescholen te Brussel en Leuven mogen alleen die onroerende goederen in eigendom of anderszins bezitten, welke noodig zijn ter vervulling van hare zending.

Giften onder levenden of bij uiterste wilsbeschikking, te haren behoeve gedaan, zijn slechts uitvoerbaar voor zover daartoe overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek machtiging is verleend. Het besluit, waarbij machtiging verleend is tot het aanvaarden eener schenking, waarin een onroerend goed is begrepen, bepaalt desvoorkomend den tijd binnen welken dat onroerend goed te gelde zal moeten zijn gemaakt.

ART. 4.

De Hoogescholen te Brussel en Leuven worden, na hare ontbinding, geacht voor hare vereffening te bestaan.

Na betaling der schulden, regelt de Raad van beheer de bestemming van het batig saldo, desvoorkomend met inachtneming van het bepaalde in het oprichtingsreglement.

Overgangsbepaling.

ART. 5.

De overdracht, aan de Hoogescholen te Brussel en Leuven, binnen vijf jaren na de bekendmaking dezer wet, van de onroerende goederen waarin hare diensten thans zijn gevestigd, is vrijgesteld van het evenredig registratie- en overschrijvingsrecht. Het evenredig loon, aan de notarissen wegens de deze overdrachten betreffende akten verschul-

transmissions sont réduits à 25 % du tarif légal.	digd, is tot 25 t. h. van het wettelijk tarief verminderd.
--	---

Donné à Louqsor, le 30 mars 1911.	Gegeven te Luksor, den 30 ^e Maart 1911.
-----------------------------------	---

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.



(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1911.

Ontwerp van wet tot toekenning der rechtspersoonlijkheid aan de Hoogeschoolen te Brussel en Leuven.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Jubelfeesten, schier gelijktijdig gevierd, hebben onlangs aan de twee Hoogeschoolen te Brussel en Leuven gelegenheid gegeven, schitterend te herinneren aan de diensten door beide gedurende vijf en zeventig jaren aan het hooger onderwijs bewezen.

Tevens hebben zij, eens te meer, de aandacht gevestigd op den eigenaardigen toestand van deze twee groote wetenschappelijke instellingen, welke bestaan door de wet is erkend, die, wat het uitreiken der diploma's betreft, met de Rijkshoogeschoolen zijn gelijk gesteld, en die, desniettemin, een eigen rechtstoestand ontberen.

Door haren oorsprong tot de eerste jaren van ons Landsbestaan behorende, zijn de Vrije Hoogeschool te Brussel en de Katholieke Hoogeschool te Leuven spoedig een belangrijke plaats gaan innemen in ons hooger-onderwijswezen. Weldra hebben zij zich, bijna evenzeer als de Rijksuniversiteiten, de taak verdeeld van de opleiding der jonge lieden die zich tot de vrije beroepen bestemmen; gestadig hebben zij zich uitgebreid, door het toenemen van het getal der leeraren en der studenten, het inrichten van nieuwe leergangen, het zich toevoegen van bijzondere scholen.

Onophoudende krachtinspanning, drie vierden eener eeuw door, gaf haar gelegenheid van hare waarde te doen blijken, zich een traditie eigen te maken, het vertrouwen der familiën te winnen en te bewaren.

Beide, ten slotte, hebben ruim bijgedragen ter verspreiding van de faam van ons hooger onderwijs, en met trots mogen zij, onder hare professoren

de namen noemen van vele der mannen van wetenschap die ons land tot eer verstrekken. Deze twee Hoogescholen, vrij van allen officieelen band, hebben plaats genomen onder de kenmerkende instellingen van hedendaagsch België en zij dragen bij tot dezes eigenaardig wezen.

Zij zijn spontane en oorspronkelijke voortbrengselen van onzen bodem, hare verdwijning zou eene leemte laten, die voor een aanmerkelijk gedeelte van onzen ontwikkelden stand zeer gevoelig zou zijn.

Lijkt het niet vreemd dat deze Hoogescholen, waar ongeveer de helft onzer ingenieurs, onzer geneesheeren, onzer rechtsgeleerden uit voortkomen, geen zuiver bepaald rechtsbestaan hebben en de hoedanigheid van rechtspersoon missen? Zij kunnen in rechte optreden noch schenkingen aangaarden; alleen aan de tusschenkomst van personen of van politieke lichamen hebben zij het te danken, zoo zij hare lokalen, hare verzamelingen, al de middelen harer bedrijvigheid, goederen eener aanzienlijke waarde, bezitten.

De bezwaren, die dezen niet voldoende bepaalden rechtstoestand aankleven, zullen niet nalaten zich met den tijd meer en meer te doen gelden. Zij zullen verergeren met de uitbreiding zelve der universitaire instellingen, en deze uitbreiding is volstrekt noodzakelijk om reden van de ontwikkeling der leerwijzen, van de verspreiding van het oefeningsonderwijs, van de toeneemende specialisatie der vakken van studie en van de vermenigvuldiging der leergangen en laboratoriumwerkzaamheden die er het gevolg van zijn.

Om tegenover gelijkaardige instellingen in het buitenland den veroverden rang te blijven bekleeden, hebben onze Hoogescholen behoefte aan steeds ruimere lokalen, beter toegeruste laboratoria, aan steeds rijkere en veelzijdigere bibliotheken, aan steeds meer uitgebreide en kostbare wetenschappelijke verzamelingen.

Bovendien, thans meer dan vroeger, blijft de taak der hoogescholen niet nauw beperkt bij het verstrekken van onderwijs. Deze taak is ruimer en hooger. Het geldt niet alleen, die kennissen voor te planten die den jongen man in staat zullen stellen om een beroep uit te oefenen, een nuttig lid der gemeenschap te worden; maar ook, mee te werken tot den vooruitgang der wetenschap zelve, tot den groei en den bloei van het menschelijk kennen in al zijne richtingen. Het wordt hoe langer hoe meer onmogelijk zich het hooger onderwijs te denken, gescheiden van de groote wetenschappelijke kultuur, die er het levenwekkend en vooruitstrevend bestanddeel van is.

Het bezit der rechtspersoonlijkheid levert voor de universiteiten wezenlijke voordeelen op, met name tot gemakkelijker vervulling van dit gedeelte harer zending. Zij opent de gelegenheid, haar, in betere voorwaarden dan thans, te bedeeien met schenkingen die de bevordering beoogen der studie van een bepaalden tak der wetenschap. Begiftigers, die in eene bijzondere wetenschap belang stellen, en de onderzoekingen en werkzaamheden welke deze betreffen, wenschen te ondersteunen, zullen een thans niet bestaanden waarborg ervoor hebben, dat hunne schenkingen aangewend zullen blijven tot het doel dat zij zelf er aan stelden. Derwijze zal in ons land opnieuw

worden aangemoedigd het verstrekken van giften aan de hooger-onderwijs-gestichten: die een der factoren van den vooruitgang der wetenschap zijn.

In 1841 hadden de heeren du Bus en Brabant bij de Kamer een wetsontwerp aanhangig gemaakt, tot toekenning van de hoedanigheid van rechtspersoon aan de Leuvense Hoogeschool. (*Bescheiden 1840-1841*, n° 100). Bijzondere omstandigheden van historischen aard leidden tot het intrekken van dat voorstel dat, overigens, slechts éene der Vrije Universiteiten beoogde en dat wellicht voorbarig was. De poging werd sedert niet meer hernieuwd.

De Regeering is van oordeel, dat de tijd thans gekomen is om aan dezen toestand een einde te maken, met aan onze twee groote vrije instellingen voor hooger onderwijs het rechtsstatuut toe te kennen dat haar ontbreekt.

*
* * *

Edoch, met haar voorstel om aan de hoogeschoolen dat voordeel te verleenen, heeft de Regeering geenszins op het oog middellijk of onmiddellijk de vrijheid te bekorten, die zij thans genieten.

Het is haar een vaste overtuiging dat zij, bovenal, gesteld zijn op het behoud der volstrekte onafhankelijkheid welke zij steeds hebben genoten en waarin zij, met volle recht, de reden vinden van hare leefbaarheid, het kenmerk van haar wezen en de waarborg harer populariteit. Zij zouden er niet in toestemmen dat voorrecht, waarop zij prijs stellen, nêr te leggen in de handen van de Staatsmacht, en waarschijnlijk zouden zij eene weldaad weigeren, mocht die voor haar een belemmering worden. Ten andere, de belangen van het Land en van het onderwijs staan dat streven niet in den weg: het mag zelfs gezegd dat deze zich ermede vereenzelvigen. De Staat blijft nooit in gebreke de noodige maatregelen te treffen, die de Universiteiten, welke onder hem staan, op de hoogte zullen houden van den vooruitgang op elk gebied; toch geeft hij er zich rekenschap van, dat het bestaan der Vrije Hoogeschoolen aan ons hooger onderwijs eene verscheidenheid, eene vaardigheid en een aanpassingsvermogen verzekert, die eigenaardig mogen genoemd worden. Deze voordeelen zijn het, welke de Staat reeds in 1876 beoogde, wanneer hij haar het recht vergunde academische graden toe te kennen. Deze zelfde voordeelen beoogt hij thans nog. De wezenlijke voorwaarde, opdat die weldaden haar volle uitwerksel zouden hebben, is echter hierin gelegen, dat haar de ruimste autonomie behouden blijve en dat het onmogelijk weze, in welke mate ook, ze te verwarren met de Staatsgestichten. De Vrije Universiteiten zouden, als zoodanig, ophouden te bestaan en zouden slechts nog een ijdel woord zijn, zoodra ze verdacht zouden kunnen worden, hoe weinig het zij de inmenging van den Staat te ondergaan.

Ook zal niets gewijzigd zijn in hare betrekkingen met de overheid: zij zullen blijven wat zij vroeger waren. Evenmin gaat het er om, verandering aan haren toestand te brengen wat de inrichting der studiën, het verstrek-

ken van diploma's en dezer wettelijke kracht betreft. Dit alles blijft beheerscht door de wet van 1891.

Maar wat aangaat den eigendom en het gebruik der goederen, die de Hoogescholen ter vervulling van hare zending noodig hebben, zal de huidige feitoestand door de wet bekrachtigd worden.

De enige verandering, die aan het bestaan der Universiteiten zal worden toegebracht, is dus eenvoudig van privaatrechtelijken aard; ook, buiten de wetgevende akte, waardoor haar de hoedanigheid van rechtspersoon is toegekend, doelt het wetsontwerp alleen op burgerlijke belangen. Zoo is de juiste beteekenis van het ontwerp, en uit dat beginsel vloeien het meerendeel zijner beschikkingen voort.

Het eerste artikel verklaart dat de Vrije Hoogeschool te Brussel en de Katholieke Hoogeschool te Leuven rechtspersoonlijkheid genieten.

Gebruikt het ontwerp deze door de traditie geijkte uitdrukking, daarmede bedoelt het niet stand te vatten in den reeds ouden strijd, die thans met hernieuwde kracht over den aard der rechtspersoonlijkheid wordt gevoerd. Het bepaalt er zich toe, de bestaande feiten te omkleeden met de rechtsformule die onze wetgeving, in haren samenhang, natuurlijk aangeeft.

Het ontwerp raakt eene bijzondere soort vereenigingen, buiten alle winstbetrachting opgericht ter verspreiding van het hooger onderwijs, te weten de Vrije Hoogescholen. Deze vereenigingen bestaan thans op grond van de rechten der personen die zich vereenigen om haar op te richten. Een persoon zijn ze niet en ook bezitten zij geen vermogen, van het hunne gescheiden. Kunnen zij bestaan, en hun bestaan is steeds afhankelijk en wankelend, zij danken het aan de rechtsbetrekkingen, die tusschen deze vreemde bezittingen vrijelijk werden gevestigd. De nieuwe wet beperkt er zich toe, in deze bezwaren te voorzien. Voortaan zullen deze vereenigingen vrijheid hebben, zich in het rechtelijk midden te bewegen als zelf-standige personen, in het bezit van eigen have, tegoed en schulden, van elk andere gescheiden. Zij zullen al de voorrechten die de lichamelijke personen genieten, eveneens genieten, behoudens die welke den aard zelve van den physischen persoon eigen zijn, en behalve de in artikel 3 vervatte beperking. Alles samengenomen, wanneer het ontwerp zal zijn gestemd, zal de Belgische maatschappij slechts twee burgers meer tellen.

Het ontwerp noemt de instellingen die het voordeel van de wet zullen bezitten: de Vrije Hoogeschool te Brussel en de Katholieke Hoogeschool te Leuven. De zin, aan het woord hogeschool te hechten, is bepaald bij artikel 32 der wet van 3 Juli 1891. Doch de beide bestaande gestichten omvatten, buiten de vier faculteiten die deze wet eischt, nog een groote hoeveelheid instellingen, die er deel van uitmaken en voor het hooger onderwijs dienst doen. Laat ons tot voorbeeld slechts noemen de Solvay-gestichten te Brussel, de faculteit der godsgeleerdheid, het Hooger Instituut voor wijsbegeerte te Leuven, de scholen voor staatkundige en sociale wetenschap aan de beide Universiteiten; daar latende zoovele andere soortgelijke inrichtingen. Het ontwerp acht, dat al de instellingen van dezen aard, in

zekeren zin één zijn met de Hoogeschool, mits zij het hooger onderwijs voor oogmerk hebben en zij gelegen zijn in het arrondissement waar de Universiteit gevestigd is. De hoedanigheid van rechtspersoon wordt aan de hogeschool als zoodanig herkend, en geenszins aan iedere der faculteiten en aan ieder der gestichten die er aan verbonden zijn; anderzijds omvat de Hoogeschool niet alleen de vier faculteiten waar de wet van 1891 over handelt, maar al de inrichtingen bij het 2^{de} lid van het eerste artikel in het ontwerp nader omschreven.

De bepalingen van artikel 2 werden ingegeven door het verlangen om de vrijheid der Hoogescholen ten volle te vrijwaren. Het ligt niet in de bedoeling der wet de organisatie te regelen welke zij voor zich hebben vastgesteld, en welke van hare deugdelijkheid sedert vijf en zeventig jaren heeft doen blijken. Elke hogeschool heeft de werkingswijze uitgekozen, die aan haren geest, hare leerwijze, hare overleveringen beantwoordt, en de ervaring, beter dan welke wetsbepaling, heeft ze op dien weg voorge-licht. Ook wacht de wet er zich voor, haar gezagshalve welke hoegenaamde verordening op te dringen, die voor haar bindend zijn zou of waarnaar zij zich zou moeten regelen. Zij weigert zich in wat ook in haar beleid in te mengen of op dat beleid toezicht te houden. In het hooger onderwijs, komt toezicht neer op onderwerping, en, ten andere, het best wordt toezicht nog uitgeoefend door de Universiteiten zelven, onder het oog der openbare meening. Echter eischen de belangen van derden, dat het oprichtings-reglement der Hoogescholen openbaar worde gemaakt en dat de personen, die haar daarbuiten moeten vertegenwoordigen, door allen gekend wezen. Met dat doel legt artikel 2, het plaatsen van enkele bescheiden in de bijlagen van het *Staatsblad* op.

Artikel 3 handelt over de schenkingen ten behoeve van de Hoogescholen. Het bevat de eenige beperking, eene die in het publiek recht hare aanleiding vindt, waarmede hare volle bevoegdheid verminderd is. Deze beperking, echter, behoeft geen bijzondere verrechtvaardiging, daar zij alleen herinnert aan eenen haast traditioneelen regel onzer wetgeving. Zij bedoelt geenszins de Hoogescholen gelijk te stellen met openbare inrichtingen; zij heeft alleen voor oogmerk, aan een rechtspersoon, die anders slechts van het privaat recht afhangt, een voorschrift op te leggen, waar de ervaring het nut van bewezen heeft. Giften en legaten zullen de meest verscheidene vormen mogen aannemen: zij zullen ook mogen bestemd zijn voor al de doeleinden, die het Wetboek niet verbiedt. Onder meer zullen zij aan de Hoogescholen den last mogen opleggen zekere faculteiten of gestichten te bevoordeelen, een bepaald onderwijsvak te begunstigen, een nieuwen leerstoel tot stand te brengen, bijzondere leergangen in te richten, enz. Het lijdt geen twijfel of dergelijke beschikkingen zullen zich mettertijd vermenigvuldigen. Het voorbeeld van andere landen bewijst, welke vlucht zij aan de hogere geestescultuur weten te verschaffen.

De slotbepaling der wet vloeit uit het vrijheidsbeginsel voort, dat al hare voorschriften heeft ingegeven.

Slechts op drie wijzen kan men zich de ontbinding voorstellen der Universiteiten, die in het bezit der rechtspersoonlijkheid zijn : zij zelf heffen de vereeniging op ; of zij houden op het getal faculteiten te tellen, dat de wet vereischt om eene Hoogeschool te vormen ; of zij verliezen het voordeel der rechtspersoonlijkheid. In de twee eerste onderstellingen geschiedt de ontbinding door eene daad van eigen wil. In de laatstbedoelde, zal eene wet moeten teniet doen, wat bij eene vroegere wet tot stand werd gebracht : een besluit van de uitvoerende macht of van den rechter zou te dien aanzien zonder uitwerksel zijn. Bovendien, ontnemt de wet haar het voordeel, dat zij tot dan hebben genoten, als eenvoudige vereenigingen komen zij weer in denzelfden toestand te staan als waarin zij thans verkeerden.

In de drie gevallen die wij zooeven aanroerden, zal er noodzakelijk overgegaan moeten worden tot de vereffening der bezittingen van het moreele wezen. Maar, in ieder geval ook, zullen de Universiteiten blijven bestaan voor hare vereffening. Zij zelve, zonder eenige andere tusschenkomst, zullen er toe overgaan, gelijk de bij onze wetgeving erkende vennootschappen ; evenals al de verdere akten van haar rechtsbestaan, blijft hare vereffening eene akte van louter privaat recht. Door haren Raad van beheer zullen de verrichtingen worden geleid, de schulden gedelgd, de bestemming der goederen geregeld, met inachtneming van het bepaalde in de statuten. Het verleenen der rechtspersoonlijkheid is eene weldaad waar de Staat wil dat de Hoogescholen voordeel van hebben ; het terugnemen van dat voordeel mag in geen geval eene bedekte berooving worden. Het spreekt van zelf dat de geschillen, waartoe de vereffening kan aanleiding geven, volgens het gemeene recht bij de burgerlijke rechtbanken zullen worden aanhangig gemaakt.

Ten slotte, bij de overgangsbepaling is de overdracht der onroerende goederen, waar de diensten der Hoogescholen thans in gevestigd zijn, verzekerd in zulke voorwaarden, dat zij geen al te zwaren last uitmaken voor den nieuwgeschapen moreelen persoon.

*
* *

Waar zij dat ontwerp aanbiedt, denkt de Regeering gehoor te geven aan 's Lands wenschen, en gelijke voldoening te schenken aan de bijzonderste schakeeringen der openbare meening. Zij houdt zich overtuigd dat zij zoodoende het hooger onderwijs en de hooge geestescultuur doeltreffend begunstigt.

Belanglooze liefde voor de wetenschap, begeerte naar kennis, met geen ander doel dan die kennis zelve, zijn te allen tijde de verhevene bekroning van het maatschappelijk leven en de onstoffelijke zege van den economischen vooruitgang geweest. De bijna tastbare herinnering en de blijvende weldaad, na haren val door de verdwenen beschavingen nagelaten, bestaan vooral in den onvergankelijken schat aan waarheid dien zij aan alle geslachten overmaken, en die aangroeit door de krachtinspanning van elk

hunner. Edoch, nergens is het zoeken naar waarheid vruchtbaarder dan waar in gemeenschap wordt gearbeid en waar het, door vereenigde werkracht en goeden wil, tot een zegenrijke geestdrift gedijt.

Op die wijze worden de Hoogescholen natuurlijke brandpunten, die het licht bewaren en er weer nieuw verwekken. Doch haar weldadige invloed bepaalt zich niet hierbij; in andere sferen nog is hij werkzaam en ook op 's menschen zedelijke vermogens reageert hij.

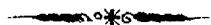
« Eene vereeniging van geleerden, zegt een beroemd hoogleeraar ⁽¹⁾, vervuld met geestdrift en wedijver voor de wetenschap die zij beoefenen, zijn, door hunne dagelijksche betrekkingen, en tot instandhouding van den geestesvrede, er toegebracht, de eischen en de verhoudingen van de voorwerpen hunner opzoekingen aan elkaar te passen. Zij komen er toe voor elkaar eerbied te gevoelen, malkander raad te vragen en zich onderling hulp te betoonen. Alzoo komt een zuivere en klare geestelijke atmosfeer tot stand, die de student ook inademt, ofschoon hij zelf zich slechts op enkele wetenschappen toelegt, onder zoovele die bestaan. Hij trekt voordeel uit eene geestestradië, die niet in het bijzonder afhangt van een leeraar die hem leidt in de keuze der studiën en hem de juiste opvatting van de door hem gekozene mededeelt. De groote lijnen van de geheele wetenschap, met de beginselen waarop zij rust, de verhouding harer deelen, hare lichtpunten en hare schaduwzijden, hare grootsche en mindere kanten, neemt hij in zich op zooals hij het anders niet zou kunnen. Om die redenen noemt men deze opvoedingswijze eene liberale. Zij geeft aan den geest gewoonten die heel het leven door duren, en die tot attributen hebben de vrijheid, de rechtvaardigheid, de rustigheid, de gematigdheid en de vrijheid. »

Dit is, voorzeker, een hoog ideaal. De Régeering hoopt dat het wetsontwerp zal bijdragen om er de Belgen naderbij te brengen; zij houdt zich overtuigd dat de Kamers er prijs zullen op stellen haar in die taak bij te staan.

De Minister van Justitie,

LEON DE LANTSHEERE.

(1) H. NEWMAN, *The Idea of a University*. Longmans, 1898, blz. 101.



**Projet de loi accordant la person-
nification civile aux Universités de
Bruxelles et de Louvain.**

**Ontwerp van wet tot toekenning der
rechtspersoonlijkheid aan de Hooge-
scholen te Brussel en Leuven.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'Université libre de Bruxelles et
l'Université catholique de Louvain jouis-
sent de la personification civile.

Font partie de ces Universités les éta-
blissements d'enseignement supérieur
qui s'y rattachent et qui sont situés dans
l'arrondissement où l'Université est
établie.

ART. 2.

Les Universités de Bruxelles et de
Louvain sont représentées vis-à-vis des
tiers par un Conseil d'administration.
Le règlement organique de l'Université
est publié aux annexes du *Moniteur
belge*. Il en est de même des noms,
prénoms, professions et domiciles des
membres du Conseil d'administration.
Cette dernière publication est renou-
velée annuellement dans la première
quinzaine du mois de janvier.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast
met, in Onzen naam, aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Vrije Hoogeschool te Brussel en
de Katholieke Hoogeschool te Leuven
genieten rechtspersoonlijkheid.

Van deze Hoogescholen maken deel
uit de gestichten van hooger onderwijs
die er aan verbonden zijn en die zich in
het arrondissement bevinden waar de
Hoogeschool gevestigd is.

ART. 2.

De Hoogescholen te Brussel en Leu-
ven zijn tegenover derden door een
Raad van beheer vertegenwoordigd. Het
oprichtingsreglement der Hoogeschool
wordt in de bijlagen van het *Belgisch
Staatsblad* bekend gemaakt. Dit geldt
ook voor den naam, de voornamen, het
beroep en de woonplaats der leden van
den Raad van beheer. Laatstbedoelde
bekendmaking wordt telken jare in de
eerste helft der maand Januari her-
nieuwd.

ART. 3.

Les Universités de Bruxelles et de Louvain ne peuvent posséder en propriétés ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les donations entre vifs ou par testament, à leur profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

ART. 4.

Les Universités de Bruxelles et de Louvain sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

Après paiement des dettes, le Conseil d'administration règle l'affectation de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions du règlement organique.

Disposition transitoire.

ART. 5.

Le transfert aux Universités de Bruxelles et de Louvain, dans le délai de cinq années à compter de la publication de la présente loi, des immeubles affectés actuellement à leurs services est exonéré du droit proportionnel d'enregistrement et de transcription. Les honoraires proportionnels dus aux notaires du chef des actes relatifs à ces

ART. 3.

De Hoogescholen te Brussel en Leuven mogen alleen die onroerende goederen in eigendom of anderszins bezitten, welke noodig zijn ter vervulling van hare zending.

Giften onder levenden of bij uiterste wilsbeschikking, te haren behoefte gedaan, zijn slechts uitvoerbaar voor zover daartoe overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek machtiging is verleend. Het besluit, waarbij machtiging verleend is tot het aanvaarden eener schenking, waarin een onroerend goed is begrepen, bepaalt desvoorkomend den tijd binnen welken dat onroerend goed te gelde zal moeten zijn gemaakt.

ART. 4.

De Hoogescholen te Brussel en Leuven worden, na hare ontbinding, geacht voor hare vereffening te bestaan.

Na betaling der schulden, regelt de Raad van beheer de bestemming van het batig saldo, desvoorkomend met inachtneming van het bepaalde in het oprichtingsreglement.

Overgangsbepaling.

ART. 5.

De overdracht, aan de Hoogescholen te Brussel en Leuven, binnen vijf jaren na de bekendmaking dezer wet, van de onroerende goederen waarin hare diensten thans zijn gevestigd, is vrijgesteld van het evenredig registratie- en overschrijvingsrecht. Het evenredig loon, aan de notarissen wegens de deze overdrachten betreffende akten verschul-

transmissions sont réduits à 25 %, du digel, is tot 25 t. h. van het wettelijk
tarif légal. | tarief verminderd.

Donné à Louqsor, le 30 mars 1911. | Gegeven te Luksor, den 30^e Maart
1911.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

